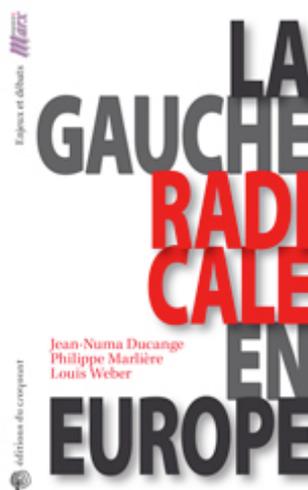


Entretien avec Philippe Marlière
Co-auteur de *La gauche radicale en Europe*

Le Centre d'études et de recherches sur les gauches, que nous animons au sein de l'Observatoire de la vie politique (Ovipol), inaugure ici une série d'entretiens, qui viendront compléter et mettre en perspective les notes produites sur les grandes familles de la gauche européenne, ou certains de leurs membres et de leurs problématiques. Dans le cas présent, l'entretien avec Philippe Marlière¹, co-auteur de *La gauche radicale en Europe* (Éditions du Croquant, 2013), est à lire au regard de notre note intitulée *La gauche radicale, ou l'émergence d'une famille de partis* (Fondation Jean-Jaurès, novembre 2013).

Fabien Escalona et Mathieu Vieira



Vous publiez avec Jean-Numa Ducange et Louis Weber un ouvrage sur la gauche radicale en Europe. Quels sont les buts, la structure et les principales thèses du livre ?

Nous proposons un ouvrage de synthèse portant sur les partis et les courants de la gauche radicale en Europe. Le livre, rédigé à six mains, est divisé en trois parties. Louis Weber a recensé toutes les formations politiques, nationales et transnationales (comme le Parti de la gauche européenne - PGE) qui se rattachent à la gauche radicale ; Jean-Numa

¹ Philippe Marlière est professeur de science politique à l'University College de Londres. Ses recherches portent sur la gauche radicale et la social-démocratie.

Ducange a retracé l'histoire de la gauche anticapitaliste depuis la deuxième partie du XIX^e siècle jusqu'à la fin des années 1980 ; et j'ai ébauché une typologie de cette « famille politique » : quelles sont ses caractéristiques partisans (sociologie électorale et militante) ? Quel type d'organisation se dessine (rassemblement confédéral ou nouveau parti) ? Quels sont les traits idéologiques et politiques principaux de ces partis ? Toutes ces informations existaient, mais de manière éparse et parfois dans des langues étrangères.

Au-delà de certaines spécificités nationales, nous concluons à l'existence d'un processus de convergence, certes non linéaire, entre les différents partis de la gauche radicale. Au début des années 1990, on avait annoncé la mort de la gauche anticapitaliste. Elle renaît aujourd'hui sous les traits de la gauche radicale. Elle a hérité d'une matrice communiste et elle a su agréger des courants nouveaux au combat anticapitaliste du communisme : des féministes, des Verts, des républicains de gauche, des ex-socialistes, des trotskystes ou maoïstes. C'est enfin une gauche qui est pleinement décidée à conquérir le pouvoir par le biais des urnes, comme le démontrent Syriza en Grèce ou le Front de gauche en France.

Revenons sur le titre du livre lui-même. En quoi le terme de « gauche radicale » est-il adéquat pour désigner « ce qui se passe » à la gauche de la social-démocratie ? Que désigne-t-il de différent par rapport aux « vieilles » forces communistes et d'extrême gauche ?

Nous avons un peu hésité avant de qualifier cette nébuleuse de gauche de « radicale ». Nous pensons que le terme n'est pas parfait, mais qu'il a l'avantage de décrire le plus fidèlement possible cette nouvelle gauche. C'est donc le moins mauvais ! Nous le préférons au terme de gauche « anticapitaliste », car si l'anticapitalisme constitue le cœur du combat de la gauche radicale, ce n'est pas une identité qui est toujours mise en avant. En outre, l'anticapitalisme est plus ou moins revendiqué explicitement, selon les contextes nationaux. Aux portes du pouvoir en Grèce, la direction de Syriza ne s'y réfère pratiquement plus. En France, le Front de gauche est officiellement anticapitaliste, mais le Parti de gauche revendique davantage ce label que le Parti communiste. L'autre difficulté réside dans la formulation concrète d'une politique anticapitaliste. Nous avons un instant pensé reprendre le terme d'« autre gauche » chère à Jean-Luc Mélenchon, mais cette expression est trop française. Elle n'évoque rien de particulier lorsqu'elle est traduite dans d'autres langues.

Enfin, surtout, nous avons rejeté le qualificatif d'« extrême gauche ». D'une part, ce terme revêt une connotation négative dans les médias dominants (« ce sont des extrémistes »). D'autre part, il fait disparaître les différences majeures entre la gauche radicale et la gauche révolutionnaire extra-parlementaire, comme LO et, de plus en plus, le NPA. Cette dernière se soucie peu des conquêtes réformistes et des gains électoraux. Elle se concentre avant tout sur les victoires des mouvements sociaux, voire rêve d'un Grand soir révolutionnaire. La gauche radicale veut remporter les élections (Mélenchon parle de « révolution citoyenne » passant par le bulletin de vote) et ne rechigne pas à se battre pour arracher des réformes qui amélioreront la condition des travailleurs. Le terme de gauche

radicale décrit bien cela : c'est une gauche qui fait le pari de la radicalité politique (anticapitalisme), tout en s'engageant dans les luttes institutionnelles et sociales du moment.

Vous avez récemment pris part à une polémique autour du terme « populisme », refusant que ce label soit appliqué trop rapidement aux forces ou personnalités de la gauche radicale. Pouvez-vous expliciter votre position ?

J'ai effectivement débattu sur le site d'*openDemocracy*² (une publication sur internet qui est le pendant britannique de *Mediapart*). Je reproche essentiellement aux journalistes et à de nombreux universitaires de faire un usage tendancieux de la notion de populisme. *Primo*, il s'agit d'un « concept-omnibus », une notion attrape-tout qui est conceptuellement peu développée, ce qui permet d'englober en son sein tout et rien à la fois. Est ainsi réputé « populiste » tout parti ou politicien(ne) dont le discours critique les élites politiques (gouvernement, institutions politiques nationales ou supranationales, organisations non-gouvernementales, etc.).

Secundo, cette notion de « populisme », conceptuellement ambivalente et vague, est devenue implicitement une arme politique. Tout parti qui critique les politiques d'austérité ou le néolibéralisme institutionnalisé des trente dernières années est immédiatement décrit comme « populiste ». Ce terme est employé comme synonyme d'extrémiste ou d'ennemi de la démocratie, car ne respectant pas le verdict des urnes. Le terme de « populisme » a donc acquis une connotation péjorative et infâmante. On s'en sert aussi pour disqualifier des votes populaires. Par exemple, le « non » français au traité constitutionnel européen en 2005 a été présenté par nombre de médiocrates et d'universitaires comme le fruit de l'ignorance ou de peurs infondées. En traitant les « nonistes » de populistes, on a sous-entendu qu'on avait affaire à des beaufs xénophobes ! Toutes les fois où le peuple se rebelle contre le néolibéralisme des partis *mainstream*, on n'essaye pas d'analyser les ressorts de ce vote, on préfère disqualifier le propos et le vote à l'aide du mot « populisme », et on empêche ainsi tout débat politique sérieux.

Tertio, l'emploi de la notion de « populisme » permet de regrouper dans une catégorie indifférenciée tous les opposants au *statu quo* politique et économique. En France, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen sont ainsi tous deux qualifiés de « populistes », alors que leurs intentions politiques sont radicalement différentes. Ce faisant, on dédiabolise le Front national qui n'est plus présenté comme un parti d'extrême droite, mais on diabolise la gauche radicale, qui apparaît comme le pendant antidémocratique de gauche à la droite extrême.

Vous expliquez dans le livre que la transformation de la social-démocratie depuis trente ans a laissé un espace à la gauche radicale. En même temps, sauf le cas grec, celle-ci est restée minoritaire à

² Voir les deux contributions de Philippe Marlière dans *openDemocracy* :
<http://www.opendemocracy.net/philippe-marli%C3%A8re/demophobes-and-great-fear-of-populism> ;
<http://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/philippe-marli%C3%A8re/populism-and-enchanted-world-of-%E2%80%98moderate-politics%E2%80%99>

gauche et ne semble pouvoir accéder aux responsabilités qu'avec une force politique dont elle regrette l'évolution ! N'y a-t-il pas là un dilemme stratégique énorme, entre le risque de devenir une « force impuissante » et celui de se banaliser et de souffrir d'expériences de pouvoir malheureuses ?

Oui, tout cela est possible. C'est un fait que le déclin de la social-démocratie – un déclin électoral et politique continu entamé depuis trente ans – offre des débouchés à la gauche radicale. Sinon, on ne comprend pas pourquoi le candidat PS a permis à Mélenchon de capter quatre millions de voix. De même, l'effondrement du PASOK (un parti de masse populaire) et la progression très rapide de Syriza en Grèce n'ont été possibles que parce que le gouvernement social-démocrate de Géorgios Papandreou s'était totalement discrédité aux yeux du peuple.

Cela dit, la progression de la gauche radicale n'est pas à ce jour linéaire en Europe. Des partis progressent plus que d'autres. Certains, qui avaient connu des succès prometteurs il y a quelques années, stagnent aujourd'hui (Die Linke en Allemagne) ou sont en crise (Rifondazione Comunista en Italie). Excepté Syriza, aucun parti de la gauche radicale ne peut prétendre parvenir au pouvoir demain. Le risque est donc réel que ces formations nouvelles remplissent le rôle des partis communistes au temps de la Guerre froide. Une marginalisation est envisageable car ces partis ne veulent pas entendre parler d'une alliance avec la social-démocratie (à quelques rares exceptions près). Certains dirigeants sont dans une stratégie de dépassement de la social-démocratie. Cette hypothèse me semble compliquée et dangereuse car elle accrédite l'idée qu'il y a deux électorats de gauche. Certes, différents types de radicalité s'expriment à gauche, mais il existe un électorat de gauche, largement salarié, qui continue de voter pour les partis sociaux-démocrates. Cet électorat de gauche adhère de moins en moins aux programmes sociaux-démocrates, mais il voit dans ces partis dominants à gauche l'outil le plus efficace pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite. Dans ces conditions, un dépassement historique ne peut qu'être très long et aléatoire (à moins de circonstances exceptionnelles comme en Grèce).

Les appareils de la gauche radicale devraient davantage prendre en compte le lien qui unit un électorat de gauche moyennement politisé et radicalisé à la social-démocratie. Ils devraient essayer de tisser des relations avec ces secteurs de la population ainsi qu'avec les socialistes sincères qui continuent de militer dans la social-démocratie, plutôt que de lancer anathème après anathème contre les « dirigeants sociaux-traîtres ». La force des idées et des programmes est réelle, mais il ne faut pas négliger les aspects symboliques d'un attachement de l'électorat au parti central de la gauche. Ce n'est pas en insultant le président de la République que l'on gagne la confiance d'un électorat qui a voté PS toute sa vie.

Vous décrivez la question de l'intégration européenne comme « un problème de nature systémique » pour la gauche radicale. Pouvez-vous rappeler les données de ce problème et les tentatives de résolution en concurrence ? Pensez-vous que les risques d'éclatement des « fronts » et coalitions de gauche radicale résident principalement dans la façon de répondre à cet enjeu ?

La question européenne est un véritable casse-tête pour la gauche radicale. Depuis les années 1980, la gauche anticapitaliste a parcouru un long chemin. A l'origine, elle s'opposait à l'intégration européenne, car elle y voyait une marche forcée vers un moins-disant social, et l'extension du néolibéralisme à tous les pays membres. Puis, progressivement, la gauche radicale s'est organisée sur le plan européen. Ayant des élus au niveau européen, elle a formé un groupe transnational au Parlement européen (le groupe GUE/NGL) et elle a créé le PGE, qui regroupe nombre des forces de la gauche radicale en Europe. Au positionnement anti-communautaire de principe des années 1950-1980, a succédé un soutien critique et conditionnel à l'Union européenne (UE). En gros, l'Europe peut – voire doit – être construite, mais à condition de revoir de fond en comble les règles de fonctionnement et les politiques communautaires. Cela a été la position de la gauche radicale jusque récemment.

En France, la victoire du « non » au référendum de 2005, suivie de l'imposition antidémocratique par les exécutifs nationaux du traité de Lisbonne en 2007, a constitué un tournant majeur. Pour de nombreux militants et dirigeants anticapitalistes, la tâche d'une transformation sociale de l'Europe est devenue une gageure. Effectivement, on voit mal comment dans une Europe à 28, où la règle de l'unanimité pour la révision des traités est de rigueur, un ou plusieurs gouvernements de gauche radicale pourraient infléchir le cours des choses. Depuis peu, des voix s'élèvent au sein de la gauche anticapitaliste pour proposer une autre approche vis-à-vis de la question européenne. C'est notamment le cas dans le Front de gauche en France. Certains recommandent la sortie de l'euro; d'autres vont même jusqu'à préconiser une sortie de l'UE. Ces positions restent minoritaires pour le moment, mais elles indiquent un changement de mentalité incontestable sur le sujet. Certains encore revendiquent un repli stratégique et momentané sur le plan national pour se donner les moyens de mettre en œuvre des politiques de relance économique et de redistribution, qui sont devenues quasi-impossibles dans le carcan néolibéral communautaire.

Le niveau de décision européen est de nouveau perçu comme un problème majeur pour la gauche radicale. Les opinions varient non seulement au sein du PGE, mais aussi au sein des formations nationales. Ces différences sont parfois source de tension. Mais selon moi, comme la social-démocratie ne trouve rien à redire à l'Europe des marchés, la gauche radicale pourrait s'attirer les faveurs des peuples qui croient de moins en moins dans l'Europe actuelle. Elle doit pour cela développer un contre-récit réaliste au prêt-à-penser néolibéral qui, depuis plusieurs décennies, plonge les pays de l'Union européenne dans la crise.

Vous travaillez sur le cas français du Front de gauche (FG). Peut-on considérer cette coalition comme la traduction d'une famille politique émergente en Europe ? Ou un rassemblement beaucoup plus contingent et fragile d'une nébuleuse d'organisations ? Quels sont les facteurs qui font son homogénéité d'une part, son hétérogénéité d'autre part ?

Le Front de gauche a un potentiel politique et électoral important du fait de la force historique du sentiment anticapitaliste dans ce pays. La France est le seul pays en Europe où le total des voix anticapitalistes oscille entre 10 et 15 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle ! Le

regroupement de plusieurs des partis qui incarnent cette tradition semble donc un événement encourageant pour cette gauche. Pour le moment, neuf formations ont rejoint le Front de gauche. Des individus issus de traditions politiques différentes militent ensemble. L'avenir nous dira si ce projet novateur sera couronné de succès ou pas. Une chose est sûre : toute une partie du peuple de gauche, les orphelins ou dégoûtés de la présidence Hollande souhaitent un Front de gauche qui perdure et qui soit fort. Il est édifiant de constater que l'étiquette « Front de gauche », porteuse d'unité, est plébiscitée par le public, qui se soucie peu des noms des partis qui composent ce cartel électoral et politique (le PCF excepté).

L'hétérogénéité de ce cartel est une force, car elle permet de ratisser large à gauche, mais cela peut être aussi source de faiblesse, comme le différend entre Mélenchon et le PCF sur la constitution des listes PCF-PS à Paris vient de le montrer. En réalité, le plus grand danger pour le Front de gauche réside dans une institutionnalisation excessive des débats et décisions entre appareils de partis, notamment dans un face-à-face mortifère entre Jean-Luc Mélenchon et le PCF. Le Front de gauche appartient au peuple de gauche, et les militants et électeurs de base doivent sans cesse le rappeler à leurs dirigeants !

Selon vous, quels sont les principaux enseignements du cycle électoral vécu par le FG en 2012 ?

Le beau score du Front de gauche à l'élection présidentielle en 2012 s'explique de la façon suivante : Jean-Luc Mélenchon a mené de bout en bout une excellente campagne. Combatif, direct, drôle, il a animé des meetings qui ont rassemblé des foules nombreuses et heureuses de retrouver une gauche pugnace. Mélenchon est un orateur hors-pair, il sait parler aux cœurs et à l'intellect. Tout cela est très séduisant et mobilisateur. Par ailleurs, une partie de l'électorat de gauche, déçue par la campagne de Hollande, a souhaité soutenir un courant de gauche plus radical et incisif au premier tour. Ce fut une manière de dire à Hollande : « Attention, tu vas être le candidat de la gauche au deuxième tour, ne dérive pas trop à droite ».

L'élection législative a rappelé que l'élection présidentielle sous la V^e république est une élection atypique. Cette dernière est une élection de nature plébiscitaire qui personnalise les débats politiques. L'élection législative répond à une autre logique. C'est une élection parlementaire et l'implantation locale des partis est ici fondamentale. Doté d'un réseau d'élus peu important (essentiellement des élus communistes), le Front de gauche n'a pas pu rééditer le score de l'élection présidentielle. Ici, le « vote utile » dans un scrutin majoritaire à deux tours a joué à plein. Cette élection a montré que le Front de gauche, qui ambitionne de prendre le pouvoir par les urnes, ne possède pas encore l'assise politique nécessaire, en termes d'élus, pour devenir la force dominante à gauche.

Vous enseignez et vivez au Royaume-Uni. La gauche radicale de ce pays est souvent considérée comme inexistante. Pour le coup, elle ne semble guère avoir profité de l'espace ouvert par l'expérience néo-travailleuse. Quel est son état actuel ? A-t-elle des chances de développement ?

Le cas britannique démontre à l'envi que l'alternative de gauche à la social-démocratie ne se décrète pas à partir d'un discours de tribune, mais se construit patiemment sur le terrain. La gauche britannique – qui reposait sur des bastions syndicaux radicalisés et combattifs – a été mise KO par Margaret Thatcher. Tony Blair a achevé la bête moribonde.

Les forces de la gauche radicale britannique sont des groupuscules sectaires qui ne pèsent aucunement dans les débats locaux ou nationaux. En ce moment, des personnalités de gauche tentent une fois encore de créer un parti à la gauche du Parti travailliste. Il s'appellera Left Unity. Il est significatif que ce parti, contrairement à l'ambition affichée dans le nom, soit déjà miné par des luttes intestines et des positionnements sectaires. Bref, je n'y crois pas. Pourquoi ? Le champ politique britannique s'est construit d'une telle façon depuis 1945 qu'il est très difficile aux forces et aux idées mêmes de gauche d'exister. Différents facteurs doivent être pris en compte : scrutin majoritaire à un tour qui lamine les petits partis et incite au « vote utile » ; hostilité extrême des médias dominants à l'encontre de la gauche et des idées de gauche (y compris de la BBC) ; et surtout le regroupement historique des socialistes au sein du Parti travailliste, un parti fondé par les syndicats et qui continue d'être pour une large part financé par ces derniers. C'est pour cette raison que le communisme partisan n'a jamais pris en Grande-Bretagne et que les militants anticapitalistes se sont retrouvés de tous temps dans ce parti. Évidemment, depuis Neil Kinnock [devenu leader du Labour en 1983], ils y sont largement minoritaires.

Selon vous, quels sont encore les domaines dans lesquels la connaissance des partis de la gauche radicale est encore fragmentaire ?

La recherche universitaire consacrée à la gauche radicale est encore balbutiante. Nombre de chercheurs continuent de travailler sur les partis principaux (en France, le PS, l'UMP et le FN) et considèrent que la gauche radicale est un « sous-champ », c'est-à-dire une catégorie digne d'un moindre intérêt. En France, en Espagne, au Portugal, en Grèce, aux Pays-Bas, les partis de la gauche radicale sont pourtant en plein essor. Il conviendrait donc de les étudier au plus près et sans tarder. C'est l'inverse qui se produit. On continue de travailler sur la social-démocratie à partir de paradigmes qui sont depuis longtemps désuets, et on ne voit dans la gauche radicale que des forces « extrémistes » et « populistes ». Il y a aussi de la part de certains universitaires une hostilité idéologique à l'égard de partis qui défient le *statu quo* politique et économique. Sur des sujets tels que l'Union européenne ou les politiques d'austérité, les politologues ne savent pas comment étudier une famille politique à qui ils avaient promis une mort certaine il y a vingt ans. L'irruption de la gauche radicale dans le jeu politique les contrarie donc un peu. Cela dit, de jeunes chercheurs, en France, en Grande-Bretagne, en Belgique ou en Grèce commencent à s'intéresser de manière plus professionnelle à la gauche radicale. Ce champ d'études est, à mon avis, promis à un bel avenir.